

Chronique d'une ethnographie coopérative. Retour sur une enquête embarquée dans un établissement médico-social

Gabriel Uribelarrea et Élodie Jouve

Volume 36, numéro 2, automne 2017

Les enjeux actuels de la recherche qualitative à l'hôpital et dans les institutions de soins de longue durée

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1084440ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1084440ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association pour la recherche qualitative (ARQ), Université du Québec à Trois-Rivières

ISSN

1715-8702 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Uribelarrea, G. & Jouve, É. (2017). Chronique d'une ethnographie coopérative. Retour sur une enquête embarquée dans un établissement médico-social. *Recherches qualitatives*, 36(2), 112–132. <https://doi.org/10.7202/1084440ar>

Résumé de l'article

Cet article est la chronique d'une expérience d'ethnographie coopérative conduite dans une structure de Lits halte soins santé (LHSS). Dans une perspective pragmatiste, nous réfléchissons aux différentes formes de coopération qui rythment l'enquête et tentons d'en tirer des conséquences pratiques. Nous souhaitons montrer que l'enquête ethnographique peut avoir une utilité pratique pour les personnes enquêtées sous réserve de penser et de favoriser les conditions de sa réception.

Chronique d'une ethnographie coopérative. Retour sur une enquête embarquée dans un établissement médico-social

Gabriel Uribelarrea, Doctorant

Université Jean Monnet / Université de Lyon, France

Élodie Jouve, Docteure en ethnologie

Université Jean Monnet / Université de Lyon, France

Résumé

Cet article est la chronique d'une expérience d'ethnographie coopérative conduite dans une structure de Lits halte soins santé (LHSS). Dans une perspective pragmatiste, nous réfléchissons aux différentes formes de coopération qui rythment l'enquête et tentons d'en tirer des conséquences pratiques. Nous souhaitons montrer que l'enquête ethnographique peut avoir une utilité pratique pour les personnes enquêtées sous réserve de penser et de favoriser les conditions de sa réception.

Mots clés

ETHNOGRAPHIE COOPERATIVE, INSTITUTION DE SOINS, SANS-ABRISME, PRAGMATISME

« Mais en fait, à quoi ça sert ton travail? »
Éric, patient de la Villa d'Hestia, 20 avril 2015

Introduction

Dans un texte posthume, Isaac Joseph (2015) formule un plaidoyer pour une « ethnographie coopérative ». À travers cette formule, il nous invite à tirer les conséquences pratiques d'une conception pragmatiste de l'enquête. En effet, si la coopération est inhérente à l'ethnographie, elle « n'est pas seulement d'ordre scientifique : elle peut porter, au-delà, sur la redéfinition de biens publics et la création des modes de leur réalisation » (Cefaï, 2007, p. 44). Penser l'ethnographie coopérative c'est donc se demander à quoi sert l'ethnographie sur le terrain et pour les enquêtés. Quelques réponses ont pu être formulées, par exemple pour penser et participer à la ville « en train de se faire » (Tonnelat, Jolé, & Kornblum, 2007). Néanmoins, cette

RECHERCHES QUALITATIVES – Vol. 36(2), pp. 112-132.

LES ENJEUX ACTUELS DE LA RECHERCHE QUALITATIVE À L'HÔPITAL ET DANS LES INSTITUTIONS DE SOINS DE LONGUE DURÉE

ISSN 1715-8702 - <http://www.recherche-qualitative.qc.ca/revue/>

© 2017 Association pour la recherche qualitative

conception de l'enquête reste encore peu discutée. Cet article vise donc à en faire (re)connaître l'intérêt pour la recherche dans les institutions de soins, à partir d'un retour réflexif sur une enquête conduite dans un établissement médico-social pour personnes sans-abri¹. La démarche que nous présentons a été reconstruite *a posteriori* et ne propose pas un modèle reproductible ou un protocole à suivre. En parlant d'ethnographie coopérative, notre objectif n'est pas de proposer une énième méthode de recherche-action. Nous appuyant sur une expérience située, nous souhaitons souligner l'importance des « chaînes de coopération » (Becker, 2010, p. 49) qui rythment l'enquête – dans la collecte des données, l'analyse et la restitution – et insister sur la diversité des acteurs qu'elles impliquent afin de contribuer à une réflexion plus large sur « l'engagement ethnographique » (Cefaï & al., 2010).

De l'accès aux soins des personnes sans-abri à l'alcool

Si cette enquête ethnographique n'a pas été planifiée, elle a néanmoins été guidée par des principes sous-jacents – l'induction analytique, le pragmatisme ethnographique et un souci de symétrie – qui sont au cœur de cette première partie. Ainsi, je pourrai poser le contexte de cette recherche et expliquer comment j'en suis venu à me saisir de la question de l'alcool.

Une enquête ethnographique dans les institutions médico-sociales

L'enquête qui sert de fil rouge à cet article se déroule à la Villa d'Hestia, à Villeurbanne (France). Elle s'inscrit dans le cadre d'une recherche doctorale que j'ai engagée en 2013 sur le problème public de l'accès aux soins des personnes sans-abri dans l'agglomération lyonnaise. Mon enquête repose principalement sur un travail ethnographique dans des institutions qui ont pour mission officielle l'accès aux soins de ce public. Je cherche à décrire et à comprendre le fonctionnement de ces structures dans une perspective « d'induction analytique » (Katz, 2001) où l'objet à expliquer se définit progressivement et parallèlement aux facteurs qui l'expliquent. Concrètement, cela signifie que je mène mon enquête sans grille d'observation ou questions précises. C'est avec le temps que l'objet se précise et que l'observation se spécifie.

Mon premier travail de terrain pour cette thèse a été conduit au sein d'une Permanence d'Accès aux Soins de Santé (PASS), rattachée à un hôpital lyonnais et qui a la particularité d'être uniquement mobile. Entre octobre 2013 et juillet 2014, j'ai suivi au quotidien les professionnels de cette structure (l'assistante sociale, les deux infirmiers et la médecin) en participant à leurs réunions d'équipe et en les accompagnant lors de leurs rendez-vous avec des personnes sans-abri ou des professionnels. Durant cette période, je me trouvais du « côté » (Becker, 1967) des professionnels – ce qui me permettait de recueillir de nombreux éléments précis sur leurs pratiques et leurs manières de faire. Mais cette démarche avait un revers négatif : je passais trop peu de temps avec les personnes sans-abri pour saisir leurs points de vue et comprendre leurs expériences. Cela me posait problème, car j'avais, dès le début de

ma thèse, un souci de « symétrie » (Barthe & al., 2013) : je souhaitais que mon enquête sur l'accès aux soins se place autant du côté des professionnels que des personnes sans-abri. C'est pourquoi, au bout de dix mois à la Pass mobile – ayant estimé que j'étais arrivé sur ce terrain à une saturation des données –, j'ai décidé de poursuivre mon enquête de terrain dans une autre institution qui me permettrait de rencontrer plus facilement des personnes sans-abri.

Mon choix s'est porté sur la Villa d'Hestia. C'est durant la période que j'ai passée à la Pass mobile que j'ai découvert et poussé pour la première fois la porte de cette structure. À plusieurs reprises, je m'y suis rendu en accompagnant les professionnels à des réunions ou à des rendez-vous avec des « patients », pour reprendre la terminologie utilisée dans ce lieu. Les observations que j'ai pu alors y faire m'ont conduit à penser que l'endroit était idéal pour poursuivre ma recherche. En effet, cet établissement qui a ouvert ses portes en décembre 2007 s'inscrit dans le cadre des Lits halte soins santé (LHSS)² : il s'agit de proposer à des personnes sans-abri un hébergement en même temps que des soins pour une durée (théorique) n'excédant pas deux mois, et ce, après l'orientation d'un médecin. À la Villa d'Hestia, ce sont jusqu'à 30 personnes sans-abri qui peuvent être accueillies. Le fait que cet établissement constitue autant un lieu de soin qu'un lieu d'hébergement me permettait d'approfondir mon enquête sur les institutions d'accès aux soins tout en me donnant l'occasion de rencontrer des personnes sans-abri, de les revoir régulièrement et de passer du temps avec elles. J'ai donc pris contact, en septembre 2014, avec la cadre de santé de la Villa d'Hestia pour y poursuivre mon travail de terrain. Nous nous connaissions et avions eu l'occasion de nous rencontrer à plusieurs reprises lorsque j'accompagnais les professionnels de la Pass mobile. Elle connaissait mon projet de thèse. Je lui ai explicité les raisons pour lesquelles je souhaitais venir à la Villa d'Hestia et j'ai émis l'idée que nous pourrions « *travailler ensemble* », sans plus de précision.

Une conception pragmatiste de l'enquête ethnographique

Généralement, les professionnels de l'institution médicale demandent au chercheur, dès la négociation d'entrée sur le terrain ou au cours de l'enquête, « qu'il leur "restitue" les résultats de sa recherche en contrepartie de leur accueil » (Derbez, 2010, p. 107). Ici, au contraire, c'est le chercheur qui formule cette demande. Dans l'approche pragmatiste dans laquelle je m'inscris, je défends l'idée d'un « pragmatisme ethnographique » (Cefaï, 2010a, p. 466) : si l'ethnographie n'est pas au service de l'action, elle peut néanmoins donner des prises à l'action. À l'instar de Kim Hopper, je pense que « le travail ethnographique reste inachevé s'il s'en tient seulement au moment de la description et du commentaire » (Hopper, 2010, p. 475). Ainsi, le travail descriptif et analytique doit être pensé – au moins en partie – en lien avec les acteurs du terrain afin que l'enquête ethnographique devienne un appui pour engager ou alimenter des pistes de réflexion et d'action. C'est d'autant plus nécessaire dans des

institutions médico-sociales, telles que les LHSS, où les professionnels doivent faire face à une pluralité de problèmes sur lesquels l'enquête ethnographique peut apporter un regard nouveau. Cette démarche ne peut reposer sur une simple restitution des résultats *a posteriori*. Elle doit se construire dès le départ, lors du « moment critique » (Derbez, 2010) de la négociation de l'entrée sur le terrain.

Sensible à la sociologie et à l'anthropologie – lors de sa formation, elle a d'ailleurs reçu des enseignements dans ces disciplines auxquels elle fait régulièrement référence au cours de nos discussions –, la cadre de santé accepte ma venue à la Villa d'Hestia. Elle voit dans ma proposition de « *travailler ensemble* » un intérêt pour l'établissement : mon arrivée permet d'apporter un « *autre regard, hors champ purement médical ou social, qui peut aider à comprendre certains blocages, certaines choses. Tu fais pas partie de la prise en charge, tu as un rôle tiers on pourrait dire, qui est intéressant*³ ». Mon entrée sur ce terrain est également rendue possible par le fait que je bénéficie d'un contrat doctoral et peux mener mon enquête sans rémunération de l'institution d'accueil – qui ne pouvait pas se permettre de financer une recherche sociologique.

Sous certains aspects, la conception pragmatiste de l'enquête ethnographique défendue ici fait écho à des caractéristiques de la recherche-action ou de la recherche collaborative.

Ces deux modèles, misant sur la reconnaissance de la compétence individuelle et collective des acteurs à agir et à interpréter cet agir, rompent avec la recherche traditionnelle [...]. La recherche-action et la recherche collaborative font plutôt le pari d'une vision ascendante, selon laquelle tout se joue, se (re)négocie au fil d'une expérience indéterminée, inattendue et déroutante de laquelle émergent parfois, par-delà des questionnements nouveaux, des repères utiles pour la pratique, bien que provisoires [...]. Cette position met en interaction potentiellement féconde théorie et pratique, action et réflexion. Les outils conceptuels sont au service de la réflexion sur l'action, testés empiriquement, confrontés à la contextualisation des savoirs, et potentiellement remis en question (Morrissette, 2013, pp. 46-47).

Si ma démarche rejoint une telle définition, je souhaite, ici, faire un pas de côté. À aucun moment je n'ai pensé mon travail comme une forme de recherche-action ou de recherche collaborative : je mène une enquête dans le cadre d'une recherche doctorale. L'idée n'est donc pas de m'inscrire dans une opposition entre « recherche traditionnelle » et « recherche-action » ou « recherche collaborative ». Il ne s'agit pas de proposer une nouvelle démarche, mais plutôt de saisir comment *dans* l'enquête ethnographique préoccupations analytiques et préoccupations pratiques cohabitent.

Pour le dire autrement, il s'agit de montrer comment les terrains d'enquête sont aussi des terrains d'action.

Un commun qui nous unit : la question de l'alcool

Après un temps de présentation auprès des professionnels et de la direction mis en place par la cadre de santé (Baligand, 2016), je commence véritablement mon travail de terrain à la Villa d'Hestia à partir de mars 2015. Je m'y rends plusieurs jours par semaine et découvre l'institution, son fonctionnement, les acteurs qui y vivent ou y travaillent. Je tente de trouver ma place en circulant entre les différents espaces de la structure – les bureaux, les chambres, la salle de soins, le cabinet médical, le réfectoire et l'ensemble des espaces communs – et en passant du temps aussi bien avec les professionnels qu'avec les personnes sans-abri. C'est un temps d'immersion et de découverte, constitutif de toute entrée sur le terrain. Je prends des notes et consigne scrupuleusement les discussions que j'ai et les observations que je fais dans mes carnets de terrain. Comme expliqué plus haut, je n'ai pas de grille d'observation; j'ai l'objectif vague et général de décrire ce qu'il se passe dans cet établissement.

Au mois de juin 2015, la cadre de santé m'interpelle pour me faire part d'une idée : elle m'informe qu'elle souhaite engager une réflexion collective, au sein de la Villa d'Hestia, sur l'alcool. Ayant en tête ma proposition de « *travailler ensemble* », elle voudrait que je m'y associe. Au cours de mes premières semaines sur le terrain, j'ai effectivement constaté à quel point cette question était centrale dans l'institution. Elle revenait très régulièrement dans les discussions que je pouvais avoir aussi bien avec les professionnels qu'avec les personnes sans-abri. Pour comprendre l'importance de ce sujet, il faut préciser que ce produit est théoriquement interdit dans l'établissement. Cependant, des consommations existent : généralement, elles se font en cachette, à l'abri des regards; parfois, ce sont les professionnels qui se mettent d'accord pour autoriser un « patient » à boire de l'alcool sous certaines conditions. À cela, s'ajoutent les consommations quasi quotidiennes de certaines personnes sans-abri dans le quartier alentour. Elles profitent du temps de sortie (entre 13 h et 19 h) pour aller boire sur des bancs publics, voire exceptionnellement, au bistrot. Certaines d'entre elles rentrent ainsi passablement éméchées en fin d'après-midi, ce qui peut créer des débordements en fin de journée, mal vécus par des personnes hébergées dans la structure et qui ne boivent pas, comme par exemple José :

C'est pas facile quand tu vois ça, ça me fait mal. J'ai une aversion pour la boisson... Parfois, ils se mettent à brailler, à dire des choses incompréhensibles, à avoir des comportements attristants, des comportements typiques chez l'alcoolique, des états... J'ai beaucoup de mal parce que tu vois, on est en contact les uns avec les autres. Mais je peux pas dire allez vous faire voir, je fais ma vie. On mange ensemble, on se voit.

De même, pour les professionnels, l'alcool est souvent vécu sur le registre du trouble. Il constitue pour eux une « épreuve de professionnalité » (Ravon & Vidal-Naquet, 2016) qui les interpelle et sur laquelle ils tentent d'agir. Ils ne restent pas passifs, bien au contraire, ils mènent « l'enquête » sur ce qu'ils considèrent comme un « problème » (Dewey, 2010) : ils échangent mutuellement au cours des réunions d'équipe; ils expérimentent de nouvelles pratiques et tentent d'en tirer des enseignements; ils se renseignent et se documentent en allant rencontrer les professionnels de structures au public similaire confrontés au même problème... Finalement, je découvre au gré du temps passé à la Villa d'Hestia que l'alcool est une préoccupation partagée depuis longtemps par les professionnels et les « patients ». Ce constat émerge de la démarche inductive. En arrivant dans l'établissement, je n'avais pas d'intérêt particulier pour cette question de l'alcool. Mais, dans une perspective inductive, c'est parce qu'elle occupe une place centrale sur le terrain qu'elle devient un objet d'investigation. La sollicitation de la cadre de santé prouve l'importance de cette question et m'amène à y porter une attention particulière – mais non exclusive. En effet, j'accepte sa proposition de participer à la réflexion collective en commençant par mener l'enquête sur l'alcool. Deux raisons motivent mon intérêt pour cet objet : d'une part, pour comprendre le fonctionnement de l'institution il est indispensable de se pencher sur cette question tant elle est présente au quotidien; d'autre part, l'alcool peut être vu comme un moyen pour réfléchir plus largement aux enjeux du terrain, aux tensions qui traversent l'institution et aux pratiques des professionnels et des personnes sans-abri. Cet intérêt différemment partagé entre les professionnels, les personnes sans-abri et le chercheur pour l'alcool pose alors les bases d'une coopération qui « requiert qu'il y ait quelque chose comme un bien commun qui fasse tenir les deux parties » (Cefaï, 2010a, p. 467).

Comprendre le visible, révéler l'invisible : intérêts de l'enquête qualitative

La première partie a permis de retracer le cheminement qui m'a conduit à mener une enquête à la Villa d'Hestia sur l'alcool. Je développe maintenant la mise en œuvre de la recherche qualitative afin d'en dégager les principes d'enquête coopérative et d'analyse coopérative.

Les experts et le profane : les raisons d'une observation coopérative

Une première forme de coopération apparaît dans la manière de conduire l'enquête. Comme l'écrit Daniel Cefaï, « un pragmatiste dirait qu'observation et description sont d'emblée *coopératives*, jusque dans leurs divergences de vues, par une forme de "socialisme" logique qui se joue au cœur d'une "communauté d'enquêteurs" profanes et professionnels » (l'italique est de l'auteur) (2010b, p. 561). La coopération est inhérente et indispensable à l'ethnographie. La réflexion d'Alfred Schütz sur la « distribution sociale de la connaissance » est ici précieuse⁴. Il affirme que :

ce n'est pas seulement *ce qu'*un individu sait qui diffère de ce que sait le voisin, mais aussi *comment* les deux savent les « mêmes » faits. La connaissance a divers degrés de clarté, de distinction, de précision et de familiarité. Pour prendre comme exemple la distinction bien connue de William James entre « connaissance par présentation » et « connaissance sur », il est évident que je connais beaucoup de choses sur le mode implicite du pur ouï-dire, tandis que *vous* avez une « connaissance sur » leur spécificité et vice-versa. Je ne suis « expert » que dans un domaine restreint et « profane » dans beaucoup d'autres, comme vous (l'italique est de l'auteur) (2008, pp. 20-21).

Même s'il existe des exceptions, l'ethnographe arrive généralement sur son terrain comme un « profane » – il peut aussi jouer ce rôle et feindre la méconnaissance pour faire des découvertes. Tout son travail consiste à recueillir « l'expertise » de ses informateurs informés. Il se doit de coopérer avec eux pour accéder au terrain et comprendre ce qui s'y joue. Plusieurs enquêtes ethnographiques s'inscrivant dans le domaine du « sans-abrisme » (Choppin & Gardella, 2012) en témoignent : Mitchell Duneier qui coopère notamment avec Hakim Hasan dans *Sidewalk* (1999) ou Elliot Liebow qui coopère avec des femmes sans-abri dans *Tell them who I am. The lives of homeless women*⁵ (1993). Partant de ce principe, j'ai tenu à informer tous les acteurs que je connaissais ou que je rencontrais que, dans le cadre de mon enquête, la question de l'alcool faisait l'objet d'une attention particulière. C'est à partir de là qu'une coopération a pu se mettre en place : conscientes de mon intérêt pour ce sujet, certaines personnes sans-abri ont accepté que je les suive (notamment lors de leurs temps de consommation d'alcool) ou ont pris le temps d'échanger avec moi sur cette thématique. Grâce au temps long et à la répétition des rencontres – quasi quotidiennes entre mars et octobre 2015 – j'ai ainsi pu gagner la confiance des enquêtés et accéder au « contenu de l'intimité », pour reprendre une formule de Georg Simmel utilisée par Raymond Gold (2003, p. 345). J'ai endossé le rôle du « participant-comme-observateur » (Gold, 2003, p. 345) auprès des professionnels et des personnes sans-abri dans un souci de symétrie, selon lequel dans le travail d'enquête « il importe de suivre l'ensemble des "camps" ou, du moins, de ne pas prêter à l'un, *a priori*, des compétences que l'autre n'aurait pas (principe de symétrie) » (Barthe & al., 2013, p. 201).

J'ai privilégié l'observation, car c'est le meilleur moyen pour saisir avec finesse les pratiques de la vie quotidienne, des pratiques si banales qu'elles ne sont que peu ou pas mentionnées dans des entretiens. Prenons un exemple. Si je m'arrête aux entretiens, il ressort un élément – évoqué par des professionnels et la direction de l'établissement : il y a des tensions avec le voisinage du fait de l'alcoolisation de certaines personnes sans-abri dans l'espace public. Des habitants se plaignent de cette présence et de cette pratique pour plusieurs raisons : le bruit que font les personnes, le fait qu'elles laissent leurs canettes vides sur le trottoir en partant, etc. En accompagnant

certaines personnes sans-abri lors de leurs consommations d'alcool dans le quartier, j'ai pu observer et comprendre ces points de tension avec le voisinage. Mais, surtout, j'ai découvert que des personnes avaient noué un ensemble de relations avec des commerçants et des habitants du quartier. Le fait d'acheter et de consommer régulièrement de l'alcool dans l'espace public leur a permis de prendre place et de s'inscrire dans le quartier où elles s'engagent quotidiennement dans une multiplicité d'« interactions mineures » : salutations, prises de nouvelles des uns et des autres, passants qui offrent des cigarettes, à manger ou quelques pièces, etc. Celles-ci sont importantes, elles « prennent place dans un régime de relations sociales à la fois occasionnelles, souvent instrumentales, mais bel et bien structurantes » (Joseph, 2007, p. 435). L'observation amène ainsi à voir les relations avec le voisinage sur un autre plan : certes, il y a des problèmes – qu'il n'est pas question de nier –, mais il existe aussi des formes de supports et de reconnaissance – qu'il ne faut pas négliger. Le degré de finesse que permet l'observation contribue ainsi à complexifier l'objet d'enquête et à ouvrir de nouvelles pistes d'action, comme nous le verrons plus loin.

Ces temps d'observations ont également permis de faire émerger un ensemble de discours sur l'alcool. Ils ont été des temps privilégiés pour interroger les personnes sans-abri et les professionnels, car comme le rappelle Olivier Schwartz :

la notion d'« observation directe », que l'on considère souvent comme le trait distinctif de l'ethnographie, est inadéquate et réductrice. Elle a le tort d'occulter une spécificité majeure de ce type d'enquête, qui est de déclencher toute une dynamique des paroles et de l'écoute, et de donner accès au « point de vue » des acteurs (1993, p. 268).

Si l'alcool renvoie à une pratique de consommation, c'est avant tout, sur ce terrain, un sujet de discussion : l'alcool est plus parlé que bu. L'observation ne pouvait donc pas se limiter aux moments où les personnes sans-abri boivent. Dans une perspective interactionniste, il fallait observer comment les acteurs échangent sur l'alcool – quand bien même le produit est physiquement absent de ces situations – et comment ces discussions relèvent d'engagements situés. Parler d'alcool entre personnes sans-abri, une canette de bière à la main, sur un banc public, n'est évidemment pas la même chose qu'en discuter en salle de soins avec un infirmier en blouse blanche. J'ai ainsi cherché à varier les scènes d'observation pour saisir des « situations de parole » (Schwartz, 1993) et des « degrés de contextualité » (Joseph, 2015) différents où apparaissait cette question. L'observation permet ainsi de saisir les différentes facettes de l'alcool, entendu à la fois comme un objet matériel et comme un objet de discussion. Suivant ici le principe d'une « ethnographie combinatoire » (Dodier & Baszanger, 1997),

la méthode d'enquête [a] consist[é] à accumuler des séries de cas particuliers et à les analyser comme combinaison entre différentes

logiques d'action qui coexistent non seulement dans le terrain considéré, mais même à l'intérieur des personnes ou lors de leurs rencontres (p. 51).

L'entretien : recueillir des informations, préparer la restitution

Alors que l'enquête suit son cours, déjà, le temps de restitution s'organise. Durant l'été 2015, une date (le 22 octobre) est posée pour une restitution collective à l'ensemble des professionnels de la Villa d'Hestia. Cette journée sera l'un des formats de restitution de l'enquête – comme nous le verrons plus loin. Le fait d'organiser une restitution avec tous les professionnels de l'institution oriente les derniers moments de l'enquête.

En effet, si l'enquête relève essentiellement de l'observation directe et que l'analyse repose principalement sur les données issues de cette démarche, des entretiens semi-directifs (21 en tout) ont également été conduits. Ceux-ci ont été réalisés exclusivement avec les professionnels de la Villa d'Hestia à partir du mois de septembre. Tous les corps de métiers de l'institution étaient représentés (agent de service hospitalier (ASH), aide-soignant, assistant social, cadre de santé, éducateur, infirmier, médecin, secrétaire) et les professionnels les plus souvent présents sur la structure ont été interrogés – à l'exception de deux veilleurs de nuit qui n'ont pas pu être interrogés faute de temps.

Lors de ces entretiens, il s'agissait d'interroger les professionnels sur trois dimensions : leurs perceptions actuelles de l'alcool à la Villa d'Hestia; les expérimentations passées qui avaient été menées dans l'établissement autour de cette question; les idées qu'ils pouvaient avoir pour opérer des changements quant à ce sujet. Ces entretiens ont été particulièrement riches pour saisir les évolutions dans la manière d'appréhender cette question de l'alcool. Mon respect de l'anonymat et le fait de rencontrer les acteurs de manière individuelle a contribué à faire émerger une parole « plus libre », pas forcément exprimable et exprimée dans un collectif en raison des relations de pouvoir ou d'une timidité en public. J'ai ainsi pu saisir une diversité de pratiques, récolter un faisceau de points de vue et recueillir une série d'idées ou de projets liés à cette thématique de l'alcool. Le dispositif de l'entretien a notamment permis d'accéder à des éléments passés – pour certains non mentionnés dans les rapports d'activité – qui n'existent que par la parole des professionnels. Ainsi, j'ai par exemple appris qu'il fut un temps où l'alcool était servi lors des repas. Certains professionnels ont connu cette période et ont pu me faire un retour critique de leur expérience.

De ce point de vue, la prise au sérieux des justifications et des critiques mène, en sociologie pragmatique, à explorer les effets que peut avoir la critique sur la refonte des collectifs, la transformation des dispositifs socio-techniques et la réforme des institutions (Barthe & al., 2013, p. 186).

Révéler les expériences passées et comprendre comment elles ont affecté l'institution est donc essentiel. Dans le même ordre d'idées, j'ai pu déceler des initiatives singulières comme cette professionnelle qui raconte avoir organisé une pièce de théâtre avec des « patients ». L'un d'eux veut participer, mais il ne se sent pas en mesure de le faire s'il n'a pas bu d'alcool. Sachant cela, la professionnelle accepte qu'il puisse boire juste avant de rejoindre le groupe. Après avoir bu, il réalise une prestation de qualité lors de la représentation. C'est ce qu'avait pressenti la professionnelle. Elle a donc sciemment transgressé le règlement de la structure, anticipant la justesse de cette transgression au regard de ses effets bénéfiques. Recueillir ces expérimentations – plus ou moins reconnues dans l'établissement – et les réflexions qui les accompagnent permet de leur redonner de la visibilité avant de les remettre en partage.

L'entretien apparaît donc comme un complément intéressant à l'observation. Il est d'autant plus précieux qu'il permet également de préparer la journée de restitution. Celle-ci a été annoncée comme une « formation » aux professionnels et c'est par une convocation écrite que la cadre de santé décide d'en informer chacun officiellement. Cela donne l'opportunité de voir se jouer une nouvelle scène sur le terrain. Pour certains professionnels, cette convocation laisse supposer que la journée de formation est en réalité un temps de validation des orientations désirées par la cadre de santé, sous couvert scientifique. Or tous les professionnels ne partagent pas ces orientations et des tensions apparaissent depuis le début de l'enquête à ce sujet. Ce sont eux qui me signalent alors qu'ils participeront bien à cette journée, sans animosité aucune, et qu'ils n'ont de toute façon pas le choix. La formalisation de l'annonce de cette journée résonne comme une sorte de rappel à l'ordre émis par la cadre aux équipes. Ces dernières auront l'occasion d'observer que leurs craintes ne sont pas fondées. Néanmoins, l'entretien permet d'enregistrer des controverses et de voir se dessiner des positions ou prises de position plus ou moins marquées.

Le temps de l'entretien est donc particulièrement important. Il permet, d'une part, de comprendre comment les professionnels se représentent le travail d'enquête et ce qu'ils projettent sur la journée de restitution. D'autre part, chaque rencontre est l'occasion pour l'enquêteur de préciser la démarche, ses finalités et les enjeux de la journée de restitution. L'entretien constitue alors un échange réciproque où l'enquêteur est aussi interrogé pour lever des malentendus et apporter des précisions. C'est l'occasion de présenter plus concrètement la journée de restitution en annonçant que les expérimentations, les idées et les propositions seront un point de départ pour engager une réflexion collective. La forme de l'entretien permet de signifier aux acteurs qu'ils sont partie prenante de l'enquête et ainsi de faciliter l'appropriation de ses résultats.

Une analyse coopérative entre chercheurs

Les enquêtés sont des acteurs réflexifs, ils développent un mode de connaissance sur le monde social et sur leurs pratiques que le chercheur se donne justement pour tâche de décrire, de comprendre et d'expliquer. C'est une telle conception de l'acteur qui est à la base d'une enquête coopérative : l'enquêteur coopère avec les enquêtés dans le recueil de données, car il reconnaît leur réflexivité et leurs savoirs ordinaires. Cependant, une telle démarche ne prétend pas que les enquêtés sont des « cochercheurs »; au contraire de certaines formes de « recherche-action » (Morrisette, 2013, p. 45), les enquêtés ne participent pas, ici, au temps de l'analyse. De même qu'ils ne contribuent pas au travail d'écriture, comme peut le préconiser l'« ethnographie collaborative » défendue par Luke Eric Lassiter (2005). Ce travail est ici conduit par le chercheur. Comme l'écrit Daniel Cefaï :

il n'y a pas de renoncement aux critères de la validité scientifique, maîtrisés par des chercheurs professionnels, et l'asymétrie demeure entre des savoirs attestés par des procédures scientifiques et des savoirs ordinaires. Mais il y a aussi une acceptation du fait que les enquêtés ont des perspectives qui doivent être prises en considération par les enquêteurs, dans le cours même de l'enquête (2010a, p. 470).

Au cours de la recherche, la coopération est variable dans son intensité et dans ses formes. Si la coopération était forte avec les enquêtés durant le recueil des données, elle a tendance à s'affaiblir durant le temps d'analyse. En parallèle, une nouvelle coopération apparaît, cette fois avec une chercheuse. Au cours de l'enquête, il m'est apparu nécessaire de coopérer avec une autre chercheuse afin de ne pas « m'enfermer » sur la Villa d'Hestia : il était indispensable de faire un pas de côté et d'apporter un éclairage extérieur. J'ai donc sollicité Élodie Jouve, ethnologue et chargée de mission à la Mission régionale d'information sur l'exclusion (MRIE), dont les travaux de recherche portent principalement sur les personnes sans-abri. Travailler avec elle me permettait de bénéficier de ses connaissances et d'opérer des déplacements. Ayant conduit ses terrains dans d'autres agglomérations françaises que Lyon, elle apportait un autre regard, complémentaire, sur la situation à la Villa d'Hestia. À l'été 2015, elle a accepté de coopérer avec moi sur cette enquête. Nous avons alors mené ensemble l'analyse à partir des données que j'avais récoltées sur le terrain et de ses différentes expériences ethnographiques. Dans le prolongement, nous avons conjointement restitué cette analyse aux professionnels de la Villa d'Hestia lors de la journée du 22 octobre. Dans cette optique, elle est venue quelques fois dans l'établissement où elle a pu rencontrer et échanger avec des professionnels et des personnes sans-abri; de mon côté, j'informais chacun de mes interlocuteurs que je travaillais cette question de l'alcool avec une autre chercheuse que je présentais.

Les scènes de restitution comme objet anthropologique

Le temps du recueil et d'analyse des données laisse progressivement place au temps de la restitution. Françoise Zonabend rappelle que ce terme embarque avec lui le sentiment qu'ont souvent les chercheurs de « devoir » rendre ce qu'ils auraient « pris » sur leur terrain d'enquête (Zonabend, 1994); comme déjà évoquées, les négociations permanentes sur le terrain balayaient ce sentiment puisqu'elles doivent se décider dans le plus juste équilibre des parties en présence. Et le temps de la restitution fait partie de ces négociations à tel point qu'il est à considérer comme une séquence du terrain qui devra à son tour être analysée. Dès lors, enquête et moment de restitution tendent parfois à se confondre (Rossi, Kaech, Foley, & Papadaniel, 2009), et ce, plus encore lorsqu'il est question d'ethnographie coopérative. Ainsi, à l'instar de Daniel Cefaï, la restitution est envisagée ici « comme “retour” – pour éviter les connotations de spoliation et de réparation dont serait porteur le terme de “restitution” – et [recouvre] les moments que l'on pourrait qualifier de réception, d'appropriation et d'application par un public » (Cefaï, 2009).

Questions de traduction : formes et formats

Un troisième moment de coopération est maintenant à envisager : la coopération dans la restitution. Un tel principe oblige les chercheurs à produire des traductions de l'analyse : il faut tordre les formes et formats académiques pour les rendre saisissables par des non-initiés. Cette « mise en accessibilité » des analyses se travaille et est distillée au fil du terrain et, de manière récursive, chaque scène de mise en accessibilité offre de nouveaux matériaux et participe de l'analyse. Ces formes de restitution individualisée demandent au chercheur autant de délicatesse que de ruse. Si l'objectif est bien de maintenir chaque acteur du terrain dans le processus de recherche, de le mettre dans la confiance des coulisses de l'enquête, de lui signifier qu'il fait partie de ceux qui savent ce qui se trame, chacun ne peut obtenir le même degré d'information pas plus qu'il ne peut obtenir les mêmes informations qu'un autre acteur. Plus exactement, le chercheur doit avoir une vision assez claire des personnes entre lesquelles circulent les informations pour déterminer quels acteurs procèdent à des échanges réguliers au cours desquels l'avancée de la recherche peut être évoquée sur un ton plus personnel. Car l'avancée de la recherche est régulièrement évoquée en réunion d'équipe, mais de manière formelle. Ce n'est pas ce type d'informations que fait filtrer le chercheur quand il parle des coulisses de la recherche avec un membre de l'équipe ou une personne sans-abri. Le chercheur délivre des informations ciblées qui sont susceptibles de faire écho à l'échange qu'il a avec cette personne soit parce qu'elles la poussent à encore plus de réflexivité, soit parce qu'elles corroborent ou s'opposent à ce qu'elle a expliqué au chercheur. Ce même mécanisme est à l'œuvre quand le chercheur fait état de l'avancée de la recherche auprès de petits groupes de professionnels. Pendant les pauses café et cigarettes, sur le chemin conduisant à

l'établissement se déploient des microscènes de mise en accessibilité qui sont, simultanément, des scènes d'investigation.

Plusieurs formes et formats de restitution peuvent donc être pensés. En sus des restitutions micro et multisituées, dans le cadre de ce travail nous avons fait le choix de proposer une synthèse de l'analyse sous format papier. C'est un petit texte d'une dizaine de pages qui laisse une large part aux verbatims et aux observations. Ce format de restitution a plusieurs finalités. D'une part, il fournit une restitution standardisée à tous les participants de l'enquête. Si les microscènes de restitution introduisent chaque participant dans les coulisses de l'enquête, le degré d'information n'est pas toujours le même que cela soit volontaire ou relève de raisons pratiques (certains participants sont plus accessibles, traversent plus continûment les scènes explorées par le chercheur). Le document de synthèse procède d'une égalisation du degré d'information et demande ainsi au chercheur d'avoir traité de manière équitable (et non pas égale) tous les participants. Autrement dit, ce format de restitution est aussi un outil de vérification de la bonne conduite du terrain au cours duquel des ruses sont autorisées dans la mesure où elles ne trompent jamais les participants à l'enquête. D'autre part, la manière dont est agencé ce document permet à chaque participant de resituer dans un ensemble à la fois les échanges qu'il a eus avec le chercheur et les informations qui lui ont été transmises au fil de l'enquête. L'utilisation du verbatim, en sus de faciliter la lecture d'un texte, met en valeur les apports des participants, quand bien même ils sont anonymes. Nombre d'entre eux se retrouvent, ou pensent se retrouver, à la lecture de certains extraits d'entretien. Enfin, cela semble anecdotique, mais le support en lui-même produit un effet sur les participants. Le format papier confère un caractère « officiel » à l'analyse, témoigne d'une prise en compte de ce qui a été dit et vu quand bien même les personnes rechignent parfois à lire des documents volumineux. En l'occurrence, une dizaine de pages était le maximum autorisé par les participants qui ont été informés de la rédaction de ce document. Par ailleurs, ce document sert aussi de support à la présentation publique que nous ferons lors de la journée de restitution. Il sera transmis aux professionnels à la suite de cette journée, fera trace de l'enquête conduite jusqu'alors et permettra à chacun d'y revenir au besoin pour poursuivre la réflexion.

Cette journée est le troisième format de restitution exploré ici. Elle réunit l'ensemble des professionnels de la Villa d'Hestia, les deux chercheurs et un infirmier extérieur aux LHSS et spécialisé en addictologie. Organiser ce type de journée demande de mettre l'institution au ralenti à partir du moment où l'on souhaite que tous les personnels y participent. Il est même nécessaire de dépêcher des remplaçants, de repousser des activités. Ce temps est donc loin d'être anodin et, s'il est pleinement conduit, rappelle l'importance de chaque membre de l'équipe, qui doit nécessairement y participer. Cette journée est ouverte par l'infirmier extérieur aux LHSS qui propose une introduction sur ce qu'est la dépendance, en revenant sur les processus physiques

et psychiques qu'elle induit et ce que cela suppose en termes d'interaction. Dans un deuxième temps, nous avons présenté notre synthèse qui a fait l'objet d'une discussion collective en plénière. Elle a ensuite été reprise l'après-midi au cours d'ateliers de travail.

La restitution et ses publics

Avant d'aborder cette journée de restitution en elle-même, revenons sur un point important. En se resituant dans la perspective d'une ethnographie coopérative, la participation de tous les participants à l'enquête lors de cette journée n'est pas atteinte. Le souci de symétrie qui avait guidé les premiers temps de l'enquête n'a pas pu être tenu jusqu'au bout. En effet, les personnes sans-abri qui ont participé à l'enquête, en se prêtant aux entretiens ou en acceptant la présence du chercheur, ne sont pas présentes. Cela indique combien, dans ce type de structure, la coopération avec les personnes sans-abri qui y sont hébergées est délimitée (plus que limitée) par un ensemble de contraintes institutionnelles. Dans des LHSS, comme dans d'autres structures, les personnes sans-abri ont vocation à transiter; soit elles poursuivent des soins ailleurs, soit elles sont orientées dans un hébergement, soit leur séjour prend fin et elles quittent la structure pour, bien souvent, vivre à nouveau en situation de rue. Certaines décèdent aussi. Cette multitude de devenir n'est pas exhaustive, mais présente l'ensemble de ce qui est arrivé aux personnes sans-abri qui ont participé à l'enquête. Pour autant, quand bien même elles auraient encore été dans la structure lors de cette journée, rien ne laisse présager que la coopération aurait pu se poursuivre au mieux. Car, cette fois, la coopération prend une dimension autre; il ne s'agit plus de coopérer avec ses pairs et avec le chercheur, il faut coopérer avec le personnel (et il en va de même pour le personnel qui devrait coopérer avec les personnes sans-abri). Dans le cadre de notre ethnographie, nous sommes à la lisière de la coopération formelle et informelle. Si les participants s'engagent volontairement dans l'enquête, ils ne considèrent pas ce moment où ils vont devoir coopérer avec d'autres personnes que le chercheur. Ce moment arrive soit spontanément au cours de l'enquête, créant de multiples coopérations réticulaires, soit il apparaît par la création de temps qui vise à développer la coopération de manière massive, mais aussi plus artificielle. La journée de restitution s'inscrit dans ce dernier cas. Cependant, les propos et pratiques des personnes sans-abri sont présents à la fois dans la synthèse papier et dans les échanges lors de cette journée. Ils le sont notamment à travers l'analyse transmise aux participants dans laquelle, comme dit plus haut, une large place est accordée aux verbatims. Symboliquement, elles sont également présentes à travers des photographies qu'elles ont prises, sur lesquelles elles apparaissent⁶ et que nous projetons lors de notre présentation. En quelque sorte, les absents participent à travers le chercheur et les supports qu'il produit.

Au sein des professionnels, des rapports dissymétriques existent. Dans ce type de restitution où est convié l'ensemble de l'équipe, la parole de certains professionnels (médecin, cadre de santé, infirmier) se confronte dans un rapport déséquilibré à celle d'autres professionnels aux statuts moins valorisés dans l'institution (secrétaire, ASH). Par exemple, dans la vie de l'institution, les secrétaires et les ASH ne sont pas conviés aux réunions d'équipe hebdomadaires. Ils le sont pour la journée de restitution et se voient alors pour la première fois confrontés à ce type de configuration sans en connaître les codes habituels, souvent tacites, et construits-déconstruits au fil des réunions d'équipe. Ce faisant, lors de cette journée, ils prennent moins aisément la parole devant l'assemblée alors qu'ils savent trouver une place dans certains des groupes mis en place l'après-midi. Cela nous demande donc de multiplier encore les formats et les scènes pour que chacun puisse y prendre part. Cela demande aussi de penser en amont la composition des groupes de travail; si certains ASH ou secrétaires n'ont pas pu s'exprimer sans entrave dans certains groupes, c'est parce qu'au sein de ces groupes se reproduisaient les dissymétries précédemment évoquées. Elles étaient parfois même redoublées par les tensions qui traversaient l'équipe.

De l'appropriation comme prémices de l'application

Ces tensions, omniprésentes, bien que souvent sourdes, semblent faire de l'anonymisation des verbatims une obligation. Or, quand il s'agit d'une équipe d'une vingtaine de personnes qui ont déjà largement débattu de cette question en réunion, dans les couloirs, au réfectoire, l'anonymat des verbatims, s'il ne devient pas un leurre, est avant tout un filtre. Il permet de tenir les propos à distance, de ne pouvoir mettre personne en accusation tout en laissant comprendre à chacun qu'il a pu dire ce qu'il souhaitait, que cela a été pris en compte et que l'ensemble de l'équipe doit accorder de la considération à ce qui a été dit. Cet entre-deux est à la fois périlleux, libérateur et prodigue des formes de reconnaissance à chaque membre de l'équipe, du plus écouté au moins entendu.

L'après-midi, des ateliers en groupes sont mis en place. L'infirmier extérieur et les chercheurs restent volontairement en retrait de ces groupes. Ils circulent entre eux sans prendre pleinement part aux échanges. L'idée est de favoriser une appropriation de l'enquête par les professionnels de l'établissement en s'effaçant progressivement. Ces ateliers constituent alors une forme de passage de relais. Ce format suppose donc une autre implication des participants. Le filtre proposé par l'anonymisation se dissipe. C'est en son nom que chacun doit prendre part aux débats qui vont apparaître dans chaque groupe. Quatre groupes de cinq à six personnes sont constitués autour de deux thématiques. Celles-ci ont été choisies par les chercheurs et le travail en groupe doit faire émerger des pistes de réflexion et d'action autour des thèmes définis. Pour créer l'émulation, chaque présentation de thématique est suivie d'un ensemble de propositions relevées par les chercheurs au cours de l'enquête. Il s'agit d'acter

publiquement que dans l'institution et au sein des équipes des embryons de propositions existent déjà même s'ils ne sont pour l'instant évoqués que dans l'échange avec le chercheur. En les mettant en partage, l'enquête « espère être aussi un opérateur d'*empowerment* : au lieu d'insister exclusivement sur des processus de reproduction, de blocage ou d'échec, elle permet aussi de découvrir dans la situation actuelle des potentialités d'action » (Cefaï, 2016, p. 101). Ces propositions ne sont rattachées à aucun professionnel sur le document, laissant la possibilité à chacun de les investir ou non au cours des ateliers. Ce travail de répertoire des propositions silencieuses permet de prendre en compte ce que disent les acteurs sur le terrain. Cette forme de reconnaissance permet de rendre public ce qui est dit par les acteurs sans pour autant les obliger à porter eux-mêmes les propositions timidement avancées dans le temps spécifique de la rencontre avec le chercheur. Mais, comme cela a brièvement été évoqué plus haut, dans cette appropriation de l'analyse sous forme d'ateliers, la composition des groupes qui ont à travailler ensemble ne doit pas être laissée au hasard; en l'occurrence, les chercheurs ont laissé les groupes se former librement, parti-pris méthodologique qui se révèle décevant. Le passage de relais évoqué plus haut est ici prématuré, il faut encore veiller à l'équilibre des groupes pour que chacun puisse prendre sa place dans les échanges. Le temps de reprise en commun, en fin de journée, afin que les groupes échangent autour de leurs propositions se fait l'écho de cet impensé. Si certains foisonnent d'idées, d'inventivité, d'autres soulignent les contraintes inhérentes à toutes les propositions évoquées et voient comme principale issue de faire en sorte que rien ne change dans la structure. Dans ces groupes, des personnalités emblématiques de l'institution ont conduit les échanges et les discussions ont été assez brèves. Les ateliers sont des coulisses. Ce qui s'y trame révèle ce qui se joue en public : au-delà des questions relatives à l'alcoolisation des patients dans la structure, ce sont les légitimités et prises de pouvoir de certains professionnels qui sont mises en jeu.

Pour terminer la journée, chacun des quatre groupes prend la parole pour rendre compte de ses réflexions et les remettre en partage avec l'ensemble de l'équipe. Pour ne pas briser l'enthousiasme soulevé dans certains groupes, l'animation (ici faite par l'infirmier extérieur et les chercheurs) est capitale. Elle vise à prendre en considération et au sérieux des idées et des praticiens qui ne pensaient pas être en position de participer au débat public. L'animation leur accorde une légitimité, par exemple en ne participant pas aux réflexions ironiques lorsqu'un professionnel avance une idée originale, mais en lui trouvant un véritable intérêt qui questionne alors l'assemblée. C'est par exemple le cas lorsque des professionnels avancent des idées telles que l'organisation d'une fête des voisins ou d'une tombola avec les commerçants du quartier – en apparence éloignées de la problématique de l'alcool. Ces professionnels ont ainsi pris au sérieux l'analyse que nous avons faite des interactions entre les personnes sans-abri et le voisinage – et que nous avons mentionnées précédemment –

et leurs propositions permettent de réinterroger la cohabitation et l'ancrage de l'institution dans le quartier. Elles soulignent que la question de l'alcool est articulée à d'autres problématiques qu'il est nécessaire de prendre en compte.

Si le partage des analyses, leur enrichissement et leur traduction en applications pratiques s'effectuent dans la conflictualité, ils s'effectuent tout de même. Plus encore, cette conflictualité, si elle complexifie l'application, la rend aussi plus fertile. Pour convaincre l'ensemble du public, chacun doit argumenter, nuancer ses propositions afin d'obtenir l'adhésion des plus hostiles. L'« objectif, c'est d'aider à produire une dynamique, quelle qu'elle soit, dont les acteurs des lieux essaieront de tirer parti » (Herreros, 2009, p. 114). Ce faisant, ces formats de restitution fonctionnent comme des « laboratoires », « des moments de la vie sociale de l'institution » (Uhalde, 1999, p. 11) dans lesquels la confrontation et la réflexivité sont bien plus recherchées que l'adhésion (parfois feinte ou contrainte) de tous autour d'objectifs communs. Créer un public, c'est rendre possible la controverse. Ce n'est pas la recherche d'un consensus immédiat, ni différé. C'est faire en sorte que l'espace du débat soit proposé et, dans une perspective pragmatiste, que la circulation des savoirs favorise la réflexivité des acteurs et alimente le « public » (Dewey, 2010).

Conclusion

L'enquête de terrain à la Villa d'Hestia a pris fin en janvier 2016, même si des liens avec certains professionnels et certaines personnes sans-abri ont perduré. S'il est difficile de mesurer l'impact de cette ethnographie sur l'institution, nous pouvons néanmoins saisir quelques effets. Des initiatives (visite des LHSS de Marseille) et des envies (certains professionnels qui souhaitent s'inscrire dans un diplôme universitaire en alcoologie), qui sont remontées jusqu'à nous, découlent de l'enquête et de la journée de restitution. De même, des éléments témoignent non pas de changements radicaux, mais de déplacements subtils à la suite de l'enquête, « par exemple, la notion "d'alcool interdit" est en voie d'être remplacée par celle "d'alcool réglementé" et la notion de "gestion de l'alcool" est en train de devenir un "accompagnement dans la réduction des risques" » (Baligand, 2016, p. 206). Comme nous l'avons montré, nous avons tenté de favoriser au mieux l'appropriation de l'enquête sans pour autant déroger à la rigueur ethnographique. L'enquête et ses résultats suivent maintenant leur chemin, faisant l'objet de discussions, d'accords ou de rejets entre les professionnels.

À travers la formule d'ethnographie coopérative, nous avons essayé de sortir d'un débat entre recherche académique et recherche-action pour montrer que l'enquête ethnographique en institution médico-sociale – mais pas seulement – peut alimenter la réflexivité des acteurs et ouvrir de nouvelles pistes d'action. Ainsi, si l'ethnographe s'adresse d'abord à ses pairs, il ne doit pas pour autant limiter la diffusion de ses travaux au monde académique. Même si tous les acteurs qu'il rencontre au cours de son enquête n'ont pas forcément un intérêt pour son travail, l'ethnographe doit se

soucier de ce qu'il fait au terrain et des conséquences pratiques que peut avoir son enquête. L'ethnographie a une finalité pratique, et donc politique, qu'il est indispensable de prendre en compte dans le processus même de l'enquête.

Notes

¹ Pour être au plus près de la manière dont a été conduite cette enquête, deux registres d'écriture ont été utilisés : les parties 1 et 2 ont été rédigées à la première personne du singulier et le « je » désigne Gabriel Uribelarrea; la partie 3 a été rédigée à la première personne du pluriel et le « nous » désigne Élodie Jouve et Gabriel Uribelarrea.

² Circulaire DGAS/SD.1A n° 2006-47 du 7 février 2006 relative à l'appel à un projet national en vue de la création de structures dénommées « lits halte soins santé ».

³ Citations tirées de nos carnets de terrain, comme toutes les citations en italique.

⁴ Nous suivons ici l'invitation de Pascale Pichon (2007, pp.105-114) qui conclut son Habilitation à diriger des recherches (HDR) par la question de « l'ethnographie coopérative » en revenant à Alfred Schütz.

⁵ À propos des enquêtés, Elliot Liebow écrit d'ailleurs : « Je pense à Betty et Louise et beaucoup des autres femmes comme des amies. En tant qu'ami, je leur dois de l'amitié. Peut-être que je leur dois quelque chose parce que j'ai tant et elles ont si peu, mais je ne me sens pas avoir une quelconque obligation envers elles en tant que sujets de recherche. En effet, je ne pense pas à elles comme des "sujets de recherche". Depuis qu'elles savent ce que j'essayais de faire et qu'elles m'ont autorisé à le faire, elles peuvent aussi bien être considérées comme des *collaboratrices* de ce qui pourrait être vu comme une *entreprise coopérative* » (nous soulignons) [traduction libre] « *I think of Betty and Louise and many of the other women as friends. As a friend, I owe them friendship. Perhaps I also owe them something because I have so much and they have so little, but I do not feel under any special obligation to them as research subjects. Indeed, I do not think of them as "research subjects". Since they knew what I was trying to do and allowed me to do it, they could just as well be considered collaborators in what might fairly be seen as a cooperative enterprise* » (1993, p. XVI).

⁶ Ces photos sont issues d'un autre projet coopératif mené avec les personnes sans-abri de la Villa d'Hestia.

Références

- Baligand, L. (2016). Réfléchir collectivement la question de l'alcool dans un lieu de soin. Retour sur une démarche en Lits Halte Soins Santé menée dans le Rhône. *Dossier 2016 de la MRIE*, 204-206.
- Barthe, Y., de Blic, D., Heurtin, J.-P., Lagneau, E., Lemieux, C., Linhardt, D., ... Trom, D. (2013). Sociologie pragmatique : Mode d'emploi. *Politix*, 103, 175-204.

- Becker, H. S. (1967). Whose side are we on? *Social Problems*, 14(3), 239-247.
- Becker, H. S. (2010). *Les mondes de l'art*. Paris : Flammarion.
- Cefaï, D. (2007). De la microphysique du pouvoir à l'ethnographie coopérative : itinéraires d'un pragmatiste. Dans I. Joseph (Éd.), *L'athlète moral et l'enquêteur modeste* (pp. 1-47). Paris : Economica.
- Cefaï, D. (2009). Les politiques de l'enquête (II) : Vers une anthropologie critique. *La vie des idées*. Repéré à <http://www.laviedesidees.fr/Vers-une-anthropologie-critique.html>
- Cefaï, D. (2010a). Un pragmatisme ethnographique. L'enquête coopérative et impliquée. Dans D. Cefaï, P. Costey, E. Gardella, C. Gayet-Viaud, P. Gonzalez, E. Le Méner, & C. Terzi (Éds), *L'engagement ethnographique* (pp. 449-472). Paris : Édition de l'EHESS.
- Cefaï, D. (2010b). L'expérience ethnographique, l'enquête et ses publics. Dans D. Cefaï, P. Costey, E. Gardella, C. Gayet-Viaud, P. Gonzalez, E. Le Méner, & C. Terzi (Éds), *L'engagement ethnographique* (pp. 547-598). Paris : Édition de l'EHESS.
- Cefaï, D. (2016). L'urgence sociale auprès des personnes à la rue. Enquêter sur la définition et le traitement d'un problème public. Dans P. Pichon, C. Girola, & E. Jouve (Éds), *Aux temps du sans-abrisme. Enquêtes de terrain et problème public* (pp. 83-102). Saint-Étienne : Presses universitaires de Saint-Étienne.
- Cefaï, D., Costey, P., Gardella, E., Gayet-Viaud, C., Gonzalez, P., Le Méner, E., & Terzi, C. (Éds). (2010). *L'engagement ethnographique*. Paris : Édition de l'EHESS.
- Choppin, K., & Gardella, E. (Éds). (2012). *Les sciences sociales et le sans-abrisme. Recension bibliographique de langue française 1987-2012*. Saint-Étienne : Presses universitaires de Saint-Étienne.
- Derbez, B. (2010). Négocier un terrain hospitalier. Un moment critique de la recherche en anthropologie médicale. *Genèses*, 78(1), 105-120.
- Dewey, J. (2010). *Le public et ses problèmes*. Paris : Gallimard.
- Dodier, N., & Baszanger, I. (1997). Totalité et altérité dans l'enquête ethnographique. *Revue française de sociologie*, 38(1), 37-66.
- Duneier, M. (1999). *Sidewalk*. New York, NY : Farrar, Straus and Giroux.
- Gold, R. (2003). Jeux de rôles sur le terrain. Observation et participation dans l'enquête sociologique. Dans D. Cefaï (Éds), *L'enquête de terrain* (pp. 340-349). Paris : La Découverte.

- Herreros, G. (2009). *Pour une sociologie d'intervention*. Toulouse : Eres.
- Hopper, K. (2010). De l'ethnographie à l'engagement. Les limites du témoignage pour les sans-abri. Dans D. Cefaï, P. Costey, E. Gardella, C. Gayet-Viaud, P. Gonzalez, E. Le Méner, & C. Terzi (Éds), *L'engagement ethnographique* (pp. 473-492). Paris : Édition de l'EHESS.
- Joseph, I. (2007). Le ressort politique de l'assistance, l'expérience de l'induction morale. Sur l'ethnographie des SDF. Dans I. Joseph (Éd.), *L'athlète moral et l'enquêteur modeste* (pp. 413-436). Paris : Economica.
- Joseph, I. (2015). L'enquête au sens pragmatiste et ses conséquences. *SociologieS*. Repéré à <https://sociologies.revues.org/4916>
- Katz, J. (2001). Analytic induction. Dans J. Smelser, & P.B. Baltes (Éds), *International encyclopedia of the social and behavioral sciences*. Oxford : Elsevier. Repéré à <http://sscnnet.ucla.edu>
- Lassiter, L. E. (2005). Collaborative ethnography and public anthropology. *Current Anthropology*, 46(1), 83-106.
- Liebow, E. (1993). *Tell them who I am. The lives of homeless women*. New York, NY : Penguin Book.
- Morrisette, J. (2013). Recherche-action et recherche collaborative. *Nouvelles pratiques sociales*, 25(2), 35-49.
- Pichon, P. (2007). *Fragile urbanité. Une socio-anthropologie des lieux et des liens*. [Rapport d'Habilitation à diriger des recherches (HDR)]. Saint-Étienne : Université Jean Monnet.
- Ravon, B., & Vidal-Naquet, P. (2016). L'épreuve de professionnalité : de la dynamique de l'usure à la dynamique réflexive. *SociologieS*. Repéré à <https://sociologies.revues.org/5363>
- Rossi, I., Kaech, F., Foley, R.-A., & Papadaniel, Y. (2009). L'éthique à l'épreuve d'une anthropologie en milieu palliatif : de l'insertion à la restitution. *Ethnographiques.org*, 17. Repéré à <http://www.ethnographiques.org/2008/Rossi,etal>
- Schütz, A. (2008). Sens commun et interprétation scientifique de l'action humaine. Dans A. Schütz (Éd.), *Le chercheur et le quotidien* (pp. 7-63) Paris : Klincksieck.
- Schwartz, O. (1993). L'empirisme irréductible. Dans N. Anderson (Éd.), *Le hobo. Sociologie du sans-abri* (pp. 265-308). Paris : Nathan.

- Tonnelat, S., Jolé, M., & Kornblum, W. (2007). Vers une ethnographie coopérative. Trouver sa place dans la ville « en train de se faire ». Dans D. Cefaï, & C. Saturno (Éds), *Itinéraires d'un pragmatiste. Autour d'Isaac Joseph* (pp. 277-291). Paris : Economica.
- Uhalde, M. (1999). Les mystères de la restitution. *Sociologies Pratiques*, 1, 1-7.
- Zonabend, F. (1994). De l'objet et de sa restitution en anthropologie. *Gradhiva*, 16, 3-14.

Gabriel Uribelarrea est doctorant en sociologie au Centre Max Weber (UMR 5283), Université Jean Monnet / Université de Lyon. Il mène une thèse sur le problème public de « l'accès aux soins » des personnes sans-abri dans l'agglomération lyonnaise.

Élodie Jouve est docteure en ethnologie, chargée de mission à la Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion (MRIE) et chercheuse associée au Centre Max Weber (UMR 5283). Ses derniers travaux portent sur les jeunes dits "en errance" et sur l'accompagnement à l'habiter de ceux considérés comme les plus éloignés de l'accès au logement.